UNITED NATIONS NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017

Référence : C.N.131.2020.TREATIES-IV.4 (Notification dépositaire)

PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES
NEW YORK, 16 DÉCEMBRE 1966

COLOMBIE : NOTIFICATION EN VERTU DU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 4

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de dépositaire, communique :

L'action susmentionnée a été effectuée le 25 mars 2020.

(Traduction) (Original : espagnol)

Nº 20-361-E

New York, le 25 mars 2020

Son Excellence M. António Guterres
Secrétaire général
Organisation des Nations Unies
New York

Excellence,

Conformément au mandat énoncé à l'article 16 de la loi 137 de 1994, qui régit les états d'exception en Colombie, et en application des dispositions de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, approuvé par la République de Colombie par la loi 74 de 1968, je m'acquitte de l'obligation d'informer de la publication des décrets cités ci-après[1], dans le cadre de la déclaration d'état d'urgence économique, sociale et écologique sur tout le territoire de la République de Colombie, qui vous a été communiquée par la note diplomatique nº 20-351-E du 19 mars 2020.Je rappelle que l'état d'urgence qui tend à répondre à la crise de la COVID-19 a été déclaré pour une période de trente jours du 17 mars jusqu'au 16 avril 2020.

Les dispositions du décret 417 de 2020[1], par lequel l'état d'urgence économique, sociale et écologique a été déclaré en Colombie, énoncent les conditions requises justifiant l'adoption de cette mesure extraordinaire, à savoir :

- Paragraphe 1 « Condition factuelle ».
- Paragraphe 2 « Évaluation ».
- Paragraphe 3 « Justification de la déclaration de l'état d'exception ».

[1] Le texte du décret n° 417 joint à la notification a été soumis auprès du Secrétaire général et est disponible pour consultation.

Les décrets pris à ce jour sont les suivants :

LISTE DES DÉCRETS PRIS DANS LE CADRE DE LA DÉCLARATION D'URGENCE ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE – DÉCRET 417 DU 17 MARS 2020

1. DÉCRET 434 DU 19 MARS 2020 – Etablissant des délais exceptionnels pour le renouvellement de l'immatriculation au registre du commerce, au RUNEOL et aux autres registres constituant le Registre unique des entreprises et sociétés (RUES), ainsi que pour la tenue des réunions ordinaires des assemblées et autres organes collégiaux, afin d'atténuer les effets économiques du nouveau coronavirus COVID-19 sur le territoire national.

2. DÉCRET 438 DU 19 MARS 2020 – Adoptant des mesures fiscales transitoires dans le cadre de l'état d'urgence économique, sociale et écologique, conformément au décret 417 de 2020.

3. DÉCRET 439 DU 20 MARS 2020 – Suspendant le débarquement aux fins d'entrée ou de transit sur le territoire colombien, des passagers en provenance de l'extérieur, par voie aérienne.

4. DÉCRET 440 DU 20 MARS 2020 – Adoptant des mesures d'urgence en matière de marsés publics durant l'état d'urgence économique, sociale et écologique résultant de la pandémie de COVID-19.

5. DÉCRET 441 DU 20 MARS 2020 – Prenant des dispositions relatives aux services publics d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène afin de faire face à l'état d'urgence économique, sociale et écologique déclaré par le décret 417 de 2020.

6. DÉCRET 444 DU 21 MARS 2020 – Portant création du Fonds de prévention des situations d'urgences (FOME) et énonçant des dispositions en matière de ressources, dans le cadre de l'état d'urgence économique, sociale et écologique.

7. DÉCRET 458 DU 22 MARS 2020 – Adoptant des mesures en faveur des ménages en situation de pauvreté sur l'ensemble du territoire national, dans le cadre de l'état d'urgence économique, sociale et écologique.

8. DÉCRET 460 DU 22 MARS 2020 – Prenant des mesures pour garantir la prestation des services par les commissariats à la famille, dans le cadre de l'état d'urgence économique, sociale et écologique.

9. DÉCRET 461 DU 22 MARS 2020 – Autorisant temporairement les gouverneurs et maires à réorienter les revenus et à réduire les taux des impôts fonciers, dans le cadre de l'état d'urgence économique, sociale et écologique déclaré par le décret 417 de 2020.

10. DÉCRET 464 DU 23 MARS 2020 – Prévoyant des mesures visant à répondre à la situation d'urgence économique, sociale et écologique dont traite le décret 417 de 2020.

11. DÉCRET 467 DU 23 MARS 2020 – Prenant des mesures d'urgence en matière d'aide aux bénéficiaires de l'Institut colombien de crédit éducatif et d'études techniques à l'étranger (ICETEX), dans le cadre de l'état d'urgence économique, sociale et écologique.

12. DÉCRET 468 DU 23 MARS 2020 – Autorisant les établissements *Financiera de Desarrollo Territorial S.A.*(Findeter) et *Banco de Comercio Exterior de Colombia*

S.A.(Bancoldex) à effectuer de nouvelles opérations dans le cadre de l'état d'urgence économique, sociale et écologique déclaré par le décret 417 de 2020.

13. DÉCRET 469 DU 23 MARS 2020 – Prenant une mesure visant à garantir la continuité des fonctions de la juridiction constitutionnelle, dans le cadre de l'état d'urgence économique, sociale et écologique.

Je tiens à vous informer que le Gouvernement colombien a le pouvoir de déroger temporairement, par lesdits décrets, aux articles 12, 13, 19 et 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, comme l'y autorisent l'article 4 et les articles susmentionnés dudit instrument.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma très haute considération.

(Signé)
L'Ambassadeur,
Représentant permanent,
Guillermo Fernandez de Soto

***

Par la suite, soit les 6 et 17 avril 2020, le Gouvernement colombien a soumis au Secrétaire général d'autres listes de décrets dans le cadre de la déclaration d'état d'urgence sur l'ensemble de son territoire[2].

Le 20 avril 2020

[2] Décrets n°s 470 du 24 mars 2020, 475 du 25 mars 2020, 476 du 25 mars 2020, 482 du 26 mars 2020, 486 du 27 mars 2020, 487 du 27 mars 2020, 488 du 27 mars 2020, 491 du 28 mars 2020, 492 du 28 mars 2020, 499 du 31 mars 2020, 500 du 31 mars 2020, 507 du 1 avril 2020, 512 du 2 avril 2020, 513 du 2 avril 2020, 516 du 4 avril 2020, 517 du 4 avril 2020, 518 du 4 avril 2020, 519 du 5 avril 2020, 522 du 6 avril 2020, 528 du 7 avril 2020, 530 du 8 avril 2020, 532 du 8 avril 2020, 533 du 9 avril 2020, 535 du 10 avril 2020, 537 du 12 avril 2020, 538 du 12 avril 2020, 539 du 13 avril 2020, 540 du 13 avril 2020, 541 du 13 avril 2020, 544 du 13 avril 2020, 545 du 13 avril 2020, 546 du 14 avril 2020, 551 du 15 avril 2020, 552 du 15 avril 2020, 553 du 15 avril 2020, 554 du 15 avril 2020, 555 du 15 avril 2020, 557 du 15 avril 2020, 558 du 15 avril 2020, 559 du 15 avril 2020, 560 du 15 avril 2020, 561 du 15 avril 2020, 562 du 15 avril 2020, 563 du 15 avril 2020, 564 du 15 avril 2020, 565 du 15 avril 2020, 567 du 15 avril 2020, 568 du 15 avril 2020, 569 du 15 avril 2020, 570 du 15 avril 2020, 571 du 15 avril 2020, 572 du 15 avril 2020, 573 du 15 avril 2020, 574 du 15 avril 2020, 575 du 15 avril 2020, 576 du 15 avril 2020, 579 du 15 avril 2020, 580 du 15 avril 2020 et 581 du 15 avril 2020.